economiesuisse

Politique de croissance 2008-2011 : un bilan décevant

La crise financière de 2009 a laissé des traces sur le plan économique mais aussi dans le domaine politique. Des revers ont marqué 2010 alors même que les objectifs fixés pour la politique de croissance 2008-2011 étaient déjà relativement modestes.
Le Parlement a considérablement affaibli la libéralisation du marché postal et des transports ferroviaires et refusé l'introduction du taux unique pour la TVA. Quant aux cantons, ils s'opposent à une plus grande focalisation sur le marché et entravent la révision de la loi sur les marchés publics. Le principe du Cassis de Dijon n'est pas non plus épargné. S'il a été introduit, ses effets positifs sur la croissance se trouvent fortement entravés par des exceptions et des obstacles administratifs.

Certaines mesures ont néanmoins été mises en œuvre et déploient leurs effets comme prévu. Du point de vue économique, il est ainsi primordial de développer le réseau d'accords de libre-échange. En 2009, la Suisse a pu conclure un accord important avec le Japon et elle a signé tout récemment celui avec Hong Kong. Il importe de poursuivre résolument cette stratégie. L'accord de libre-échange dans le domaine agroalimentaire suscite toutefois des résistances de la part de certains agriculteurs. Il reste à espérer que, suite aux élections, les politiques œuvreront à nouveau en faveur de l'ouverture du marché agricole.

Au total, le bilan de la politique de la croissance pour les années 2008-2011 est décevant. Face à l'incertitude entourant l'évolution économique mondiale, aux revers subis dans la zone euro et au franc fort, la Suisse doit prendre des mesures dans une optique à long terme. Des mesures plus courageuses sont urgentes pour le prochain rapport sur la croissance. En effet, rester les bras croisés implique de

céder du terrain. Les milieux politiques doivent améliorer sensiblement les conditions-cadre pour l'économie suisse.